

Se soumettre ou se démettre : la dictature Blanquer contre les enseignants



C'était couru d'avance !

Pour qui s'était penché sur le cas Blanquer dès sa nomination au poste de ministre de l'Éducation nationale et même en deçà, et ne s'était pas laissé prendre à son enfumage permanent, il était clair que la dictature était en marche au sein même de l'Éducation nationale.

C'est ainsi que ce 19 octobre 2021, il a déclaré sans ambages :

« les enseignants doivent transmettre les « valeurs de la République » ou « sortir de ce métier » » !

Pas moins !

À cet effet, il prévoit un « vaste plan de formation sur 4 ans

des personnels, à la laïcité et aux valeurs de la République » , prenant appui sur les hommages rendus à Samuel Paty assassiné pour avoir illustré la liberté d'expression – au programme – par la présentation d'une caricature de Mahomet et c'est précisément pour avoir appliqué la politique du gouvernement qu'il a été assassiné.

C'est ce qui explique que, pour masquer leur responsabilité, non seulement ceux qui nous gouvernent lui rendent un hommage retentissant, mais Blanquer prend abusivement appui sur cette tragédie pour imposer une politique dictatoriale, qui plus est, non pas aux auteurs de troubles mais aux victimes réelles ou potentielles.

Quid des valeurs dites de la République ?

La république est un mode de gouvernement – la *res publica* – et non un catalogue de valeurs. Néanmoins, celles dont se recommandent ceux qui nous gouvernent pourraient être louables – liberté, égalité, fraternité – si elles n'étaient outrageusement interprétées et mises en œuvre.

Dans les faits...

Quelles sont-elles ?

Vincent Peillon nous dit :

« La laïcité consiste à placer le bien commun, l'égalité des droits et le respect de la personne humaine au-dessus des coutumes et des traditions... il faut être capable d'arracher l'élève à tous les déterminismes, familial, ethnique, social, intellectuel... »

Autrement dit, il faut le dépouiller de toute attache pour en faire un zombie sans défense afin d'anéantir notre civilisation et faire un homme nouveau.

Par ailleurs, Dominique Schnapper, à la tête d'un prétendu « Comité des sages » (sic) affirme la « *nécessaire défense*

des valeurs républicaines pour dépasser les sentiments d'identification à des identités particulières » (notons au passage que notre « identité particulière » n'est qu'un sentiment !).

L'homme n'ayant plus d'attaches, tous les hommes sont égaux .

L'égalité est donc la « valeur phare » de la république de ceux qui nous gouvernent avec toutes les dérives que nous connaissons : idéologie du genre déversée aux enfants sans état d'âme, éducation sexuelle dès la maternelle « *sans finalité normative de telle sorte que l'élève puisse construire son choix* », lutte contre le racisme avec son corollaire, l'ouverture des frontières sans réserve, lutte contre l'antisémitisme, contre le colonialisme assassin, les traites négrières... bref ! tous les délires mondialistes déversés à haute dose par des associations type LGBT, LICRA, SOS racisme et autres imams qui ont leur entrée pleine et entière dans les établissements dits encore scolaires, lieux où « *les intervenants extérieurs ont le droit de manifester ostensiblement leurs convictions philosophiques ou religieuses* » en vertu du vademecum de la laïcité produit par Blanquer en 2017 et auquel tout établissement doit se référer, quand dans le même temps, les enseignants qui n'enseignent plus sont condamnés au silence par le fameux « devoir dit de réserve » qui leur est imposé.

Exit le savoir...

mais uniquement pour nos enfants !

Pour nos enfants, il n'est donc plus question de transmettre des savoirs – exit le français, la littérature française, l'histoire de nos rois, la géographie de la France et du monde... tout cela est révolu ! Nous sommes aux antipodes des recommandations de Jean-Jaurès aux instituteurs dans laquelle il soulignait l'importance de connaître la géographie et l'histoire de la France, « *son corps et son âme* » disait-il.

Mais cette éradication des savoirs concerne uniquement nos enfants car, dans le même temps, des structures d'excellence se développent dans les banlieues depuis plus de vingt ans, du primaire à l'université incluse, bénéficiant à plusieurs centaines de milliers d'immigrés répartis dans 1200 réseaux d'éducation prioritaire, en métropole et outre-mer, banlieues où Blanquer a couronné le système par la création de 126 « cités de haute qualité éducative » bénéficiant à 700 000 enfants et jeunes de 0 à 25 ans, et également par la création de 13 000 nouvelles places d'internats d'excellence réservées aux élèves « *issus de milieu modeste résidant en zone sensible* » (sic) qui viennent s'ajouter aux 20 000 places créées par Blanquer soi-même en 2007 lorsqu'il était recteur de l'académie de Créteil et aux 6 000 créées par Vincent Peillon en 2013 dans une implacable continuité politique, afin de procéder au Grand Remplacement des élites et accompagner le Grand Remplacement de population.

Se soumettre ou se démettre...

C'est le programme de Blanquer à l'égard des enseignants qui éprouvent la volonté coupable de transmettre des connaissances et d'assurer en même temps une formation intellectuelle aux enfants qui leur sont confiés dans le cadre de leur métier dans la soi-disant « École de la république » qui n'a plus rien d'une école, à l'égard de ceux qui ne se résignent pas à la dénaturation de leur métier et de leur mission auprès des enfants et des jeunes qui leur sont confiés.

Il faut « *transmettre les valeurs de la République ou sortir de ce métier* ».

Parfait ! Monsieur le ministre !

Seulement voilà ! Faut-il vous rappeler qu'au fronton des mairies trônent trois « valeurs – dites – de la République » dont la première affichée est la LIBERTÉ.

Alors, nous sommes d'accord !

Appliquez, appliquons les « valeurs de la République » : rendez aux professeurs et aux parents la liberté d'éduquer, d'instruire comme ils l'entendent, rendez la liberté à ceux qui veulent réellement enseigner et qui souffrent de l'effondrement du système dit encore scolaire refusant d'y apporter leur caution !

Allez jusqu'au bout de la mise en œuvre des « valeurs de la République » : donnez à ces enseignants la liberté d'enseigner dans des écoles indépendantes, donnez à chaque famille la liberté de choisir l'école de leurs enfants, la liberté leur est due : ce sont des républicains, ce principe doit leur être appliqué.

Or vous, qu'avez-vous fait ? Vous avez fait voter en 2018, la loi Gatel dans le but d'assujettir les écoles libres, les écoles indépendantes dites « écoles hors contrat » aux contenus et méthodes de l'Éducation nationale autrement dit vous voulez leur faire perdre leur liberté et leur spécificité, c'est-à-dire la marque de leur excellence car c'est ce que vous combattez plus que tout : l'excellence pour nos enfants.

Si vous ne consentez pas à cette liberté par l'attribution du « chèque éducation », par la liberté des programmes et des méthodes, alors, Monsieur le ministre, nous sommes en droit de vous dire, nous aussi :

« Laissez transmettre le savoir à nos enfants

ou

sortez de ce métier ! »

Claude Meunier-Berthelot